

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#17
JANVIER
FÉVRIER
2012

JEUNES ET SALARIÉS DU MONDE ENTIER...

...LA POLITIQUE, C'EST NOUS !

Pas de trêve électorale

Souvent les années électorales sont plutôt calmes. Le gouvernement cherchant à être réélu, il évite les provocations qui pourraient le rendre impopulaire, mettre des gens dans la rue, donner confiance aux jeunes et aux salarié-e-s dans leur capacité à prendre en main leurs affaires.

Cette année, cette trêve électorale ne sera pas.

Le gouvernement n'a pas le choix : les agences de notation lui mettent la pression. Et puis Sarkozy est tellement grillé... Sa seule solution pour passer, c'est de tirer le débat politique sur son terrain : l'austérité et le racisme.

Les cotisations patronales devraient être réduites dans les prochaines semaines, remettant ainsi en cause le système de sécurité sociale issu de 1945, et la hausse de la TVA va mécaniquement entraîner la hausse des prix. Les tarifs des

transports, le gaz, les mutuelles, les sodas et alcools forts... Tout augmente déjà. Sauf notre pouvoir d'achat !

Hollande et les autres challengers jouent complètement le jeu de Sarkozy. C'est à qui donnera le plus de sens à la rigueur, sera le plus responsable pour payer la dette, le plus protectionniste, ira le plus dans le sens de la xénophobie, du nationalisme et de la concurrence avec les autres peuples.

Nous n'avons pas de grande attente de ces élections. Le vainqueur, quel qu'il soit, appliquera les directives du FMI, des banques et des grandes entreprises. Ce début d'année confirme que nous ne pouvons compter que sur nos luttes pour aujourd'hui repousser les attaques et demain passer de la résistance à la contre-offensive.

La solution, ce sera l'augmentation de nos salaires, une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, l'interdiction des contrats précaires et des licenciements, des moyens pour étudier, se soigner, se déplacer, le contrôle de la population sur les banques, l'annulation de la dette...

Cette politique ne sera mise en place que par un gouvernement des jeunes, des travailleurs et des classes populaires, issu de leurs luttes, mandaté et contrôlé par elles. Commencer dès aujourd'hui à préparer la résistance, c'est poser les jalons d'un mouvement d'ensemble qui permettra d'inverser le rapport de forces et de mettre en place une démocratie réelle.

Bonne année 2012 !



**NPA
JEUNES**

Campagne Poutou 2012

Lille 3

Une réunion publique de campagne a eu lieu à l'université Lille 3 le 30 novembre. Trois camarades du NPA y ont pris la parole, revenant sur la situation politique et le sens de la campagne, sur la situation spécifique de la jeunesse et notre programme. Enfin, une militante ouvrière dans la métallurgie a décrit les conditions de travail de la grande majorité de la population, tout en expliquant la nécessité d'une riposte commune des jeunes et des salariés.

La préparation énergique du comité jeunes (3500 tracts, 400 affiches, quelques interventions en amphi, deux banderoles...) a permis de faire venir plus de quarante personnes, dont beaucoup ont laissé leur contact pour continuer les discussions... Et pourquoi pas mener la campagne !

Rennes 2

Une réunion publique a eu lieu à l'université Rennes 2 le 7 décembre. Elle a regroupé environ trente personnes, malgré les partiels et la préparation en parallèle d'une assemblée générale sur les bourses et les budgets. Une camarade du comité jeunes a présenté la campagne et la situation de la jeunesse. Puis un militant mexicain étudiant en France cette année a parlé des luttes de la jeunesse latino-américaine. Le débat dans la salle a été fructueux, revenant sur la dette et les agences de notation aussi bien que sur la stratégie pour changer le monde. Autant de

sujets qu'il faudra approfondir dans les réunions d'un comité de soutien à la campagne Poutou !

Philippe Poutou à Reims, un bon redémarrage...

Une centaine de personnes s'est réunie dans une bonne ambiance, jeudi 15 décembre, pour un meeting à Reims avec Philippe Poutou. Un camarade salarié de Bosal Le Rapide, entreprise où 93 emplois sur 144 sont menacés et où Philippe s'était rendu en soutien il y a un mois, a ouvert la réunion. Franck, du comité ville, agent d'une collectivité territoriale, est intervenu sur la situation dans la région et sur ce que nous cherchons à faire localement avec le NPA. Ensuite, Damien, étudiant du comité jeunes, a rappelé les conséquences sur la jeunesse du système capitaliste et de la crise, les revendications du NPA et les moyens de les imposer. Applaudi par toute la salle, Christos, un camarade grec, a parlé de la situation politique en Grèce et le rôle que doivent y jouer les organisations anticapitalistes et révolutionnaires. Philippe a ensuite pris la parole devant un public très attentif, composé essentiellement de personnes non militantes et en bonne partie jeunes. Il est revenu sur la crise de la dette et les attaques de la classe dirigeante contre les jeunes et les travailleurs tout en soulignant les résistances et le programme d'urgence du NPA autour des quatre axes programmatiques. Un débat a eu lieu avec la salle qui a beaucoup participé avec des remarques et des questions en particulier sur

l'expropriation des banques et la façon d'imposer notre programme. La préparation et la réussite du meeting était la première grosse échéance militante pour le comité de Reims depuis sa reconstruction récente et il a permis de se tourner vers l'extérieur. Nous avons pu intervenir sur différents lieux de travail, l'ensemble des marchés populaires ainsi que dans les lycées et facs de la ville où nous avons eu de très bons retours. Dans la presse locale, différents articles, ces dernières semaines, ont parlé de la venue de Philippe et une interview a été réalisée par la radio France Bleu Champagne. Près d'une vingtaine de personnes ont pris contact pour continuer les discussions et mener la campagne ensemble... Le NPA continue de susciter les sympathies...

À la rentrée, on continue !

Philippe a participé, vendredi 16 décembre, au meeting d'ouverture du stage national de formation des jeunes du NPA. Aux côtés d'une camarade grecque et d'un membre du secrétariat jeune du NPA, il a brièvement présenté la situation politique et les axes de la campagne. Le débat a permis de tirer un bref bilan du premier semestre et de commencer à réfléchir à notre campagne de rentrée. Il s'agira de confirmer les succès de ce début d'année scolaire, en multipliant les réunions publiques et les meetings dans les villes, les lycées, les universités... Sans oublier les mobilisations contre l'austérité (universités en

faillite, suppressions de postes dans l'Éducation, bourses non versées, précarité...). Les luttes et la campagne ne s'opposent pas. Au contraire, la seconde permet de les relayer. Les militantEs du secteur jeune du NPA, venus de plusieurs régions, ainsi que des sympathisantEs qui ont participé aux petites mobilisations locales du premier semestre, ont donc particulièrement apprécié cette rencontre. Elle s'est poursuivie tard, autour d'un apéro convivial.

Sur la toile

Pour comprendre et expliquer la dette publique, un topo d'économie pédagogique à faire circuler sans modération : http://www.dailymotion.com/video/xmylpi_la-crise-des-dettes-publiques_news

Philippe Poutou à Reims : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=GvSMndjy_Q

À celles et ceux qui font face à la répression (ou qui voudraient répondre à ceux qui pensent que les syndicats font la loi en France !), lisez le livre publié par la fondation Copernic sur la répression syndicale. Son résumé en podcast sur : <http://documents.fondation-copernic.org/Podcasts/FPP/25-11-2011.mp3>

Un militant de l'Izquierda Anticapitalista (État espagnol), a été arrêté à Grenade par la police secrète pour avoir « frappé un policier » lors de la manifestation des Indignés du 20 novembre. La vidéo de sa libération (en castillan) : <http://www.youtube.com/watch?v=ISFXAuXrZ5A&feature=share>



Indignés... et réprimés

À Marseille (13), après avoir chargé un campement d'Indignés pacifiques dans la journée du samedi 10 décembre, à coups de matraques et de lacrymos, les CRS se sont livrés à une opération de harcèlement systématique dans la journée du 11. Huit Indignés ont été arrêtés, dont un militant du NPA. Voilà comment le gouvernement fait passer sa politique et fait croire que personne ne s'en indigne !

Formation des profs

Le Conseil d'État a partiellement annulé un arrêté de la réforme de la formation des enseignants. Selon le SNES-FSU et le SGEN-CFDT, l'annulation devrait faire revenir les enseignants débutants à huit heures de cours par semaine et le reste du temps en formation. Mais le ministère n'a pas encore fixé la date d'entrée en vigueur de cette annulation. Ou quand le gouvernement de la « tolérance zéro face aux délits » choisit d'ignorer une décision légale !

Patron voyou

Il aura fallu une bataille de plusieurs semaines et une journée de grève pour qu'un assistant pédagogique du lycée Maupassant de Colombes (92) touche deux mois de salaire en retard !

En octobre, il avait subi une rupture abusive et indue de son contrat. Il a donc continué son travail, indispensable puisqu'il officie comme assistant d'une enseignante non voyante. Le contrat a été rétabli en décembre, sans versement des mois d'octobre et novembre, pourtant travaillés !

Finalement, l'établissement a « trouvé » un fonds de 1000 euros à lui « avancer » avant les vacances. Précarité de l'emploi et du salaire, même le privé n'oserait pas !

Salariés immigrés

L'Éducation nationale manque d'enseignants. Dans l'académie de Versailles (78, 91, 92, 95), il y a une carence de 132 postes en anglais... Ce qui n'empêche pas la Préfecture de vouloir expulser Abdoul Diaw, professeur d'anglais de nationalité sénégalaise. En France depuis dix ans, en contrat avec le Rectorat de Versailles, il a enseigné dans sept établissements en tant que contractuel et a toujours été bien noté. Il attend une décision de justice... Quand de nombreux élèves de l'Académie attendent un prof !

Une initiative exemplaire

Trois mercredis consécutifs de décembre ont été consacrés « demi journée du lycéen sans-papier » dans le sud des Hauts-de-Seine (92). Une centaine de lycéens, quelques profs de six lycées et des élus se sont rassemblés devant la sous-préfecture d'Antony pour la régularisation d'élèves sans-papiers... Et d'abord pour exiger la levée du gel de dépôts de dossiers décidé entre octobre et janvier.

En dix ans, seuls trois lycéens sans-papiers ont été expulsés dans le 92 et tous ont pu revenir en France après quelques semaines grâce aux mobilisations. La Préfecture n'expulse plus de lycéen. Elle préfère attendre qu'ils aient eu le bac et n'aient plus le soutien d'élèves et d'enseignants.

La pression ne doit pas se relâcher et un tel exemple doit être repris partout en France !

L'UMP en campagne

Profitant du meurtre sordide d'une adolescente en novembre, le gouvernement a relancé le débat sur une énième réforme de la législation sur les mineurs. Lors d'une convention le 29 novembre, l'UMP a dévoilé ses propositions : un code pénal pour les mineurs permettant des sanctions pénales à partir de 12 ans... Accompagnées de pénalisations financières des parents. De telles mesures existent depuis des années, chaque réforme visant simplement à les renforcer. D'autres mesures attendent toujours, comme l'emploi et le suivi pédagogique ou médical des jeunes. Mais pour ça, il n'y a plus de moyens !



Egypte : la révolution continue !

En Egypte, jusqu'à la mi-Janvier, ont lieu les élections en vue d'élire un nouveau gouvernement pour remplacer le Conseil Suprême des Forces Armées. Ces dernières se déroulent en trois phases. La première, au mois de Novembre a vu le Parti de la Justice et de la Liberté (parti des Frères Musulmans) gagner avec une montée du parti Al-Nour (Salafistes). Ces résultats se sont confirmés le 14 Décembre dernier. Lors de ce deuxième tour, ces deux partis ont raflé 65% des voix (38% pour les Frères Musulmans et 28% pour Al-Nour). Quant au troisième tour, il aura lieu début Janvier 2012. Si la montée des islamistes est un des éléments importants de la situation en Egypte, l'essentiel n'est pas là. Revenons plutôt sur ce qui se passe du côté de la révolution, du côté des ouvrier-e-s et des égyptien-ne-s qui restent mobilisé-e-s...

Côté rue ...

Le 20 Décembre dernier, a eu lieu une manifestation de femmes, dénonçant les violences du pouvoir, qui a réuni 10.000 manifestantes. Au delà des limites de cette manifestation (la sécurité étant gérée par les hommes) il s'agit là d'un fait important qui ne s'était pas vu depuis très longtemps. Trois jours plus tard, le 23, a eu lieu une autre manifestation appelée le 19 décembre dernier par une vingtaine d'organisations politiques et culturelles pour « une marche du million » avec comme principal mot d'ordre : « A bas le régime militaire ». Cette mobilisation a traduit la détermination de larges secteurs de la population égyptienne de ne pas se laisser déposséder de la révolution. Ainsi, le rassemblement sur la place Tahrir n'a cessé de grossir à l'arrivée de chaque cortège (étudiants, médecins, quartiers pauvres, etc.). Selon les estimations, le rassemblement a atteint entre 25 et 50.000 personnes. D'autres manifestations du même type ont eu lieu à Suez ou encore à Alexandrie. Tous les observateurs s'accordent pour remarquer la place très importante que les femmes ont occupé dans ces manifestations, ces dernières recommençant ainsi

la démonstration de force du 20 décembre. Pour contrer cela, le pouvoir en place a lui aussi organisé une manifestation « de la majorité silencieuse » (pour reprendre ses mots). Cette dernière n'a réussi à réunir que 5000 personnes... Si malgré la répression, l'occupation de la place Tahrir continue, et qu'il s'agit d'un fait important, il faut aussi prendre en compte ce qui se passe actuellement dans les usines et les processus de recomposition syndicale notamment.

... et côté usine

Le mouvement ouvrier en Égypte, c'est d'abord la vague de grèves qui continue après avoir connu un sommet durant les mois de septembre et d'octobre où les centaines de milliers de travailleur-se-s ont de fait brisé la loi d'urgence par laquelle le CSFA interdisait les « grèves qui dérangeaient la production ». Et maintenant que la classe ouvrière a commencé à lutter, elle ne s'arrêtera pas sans avoir obtenu des améliorations notables de ses conditions de vie. Mais pour se relancer dans une nouvelle bataille, elle a besoin d'un déclencheur. Pour un membre des Socialistes Révolutionnaires, un soulèvement et des occupations semblables à celles de novembre mais qui tiendraient un peu plus longtemps pourraient jouer ce



rôle. Une aide à la jonction entre Tahrir et les usines pourrait être apportée par la Fédération Égyptienne des Syndicats Indépendants, qui rassemble de plus en plus de petites structures isolées, même si celle-ci n'est pas encore assez implantée pour lancer la grève générale. C'est pour cela, par crainte d'une réelle structuration du mouvement ouvrier, que le pluralisme syndical est la cible d'attaques institutionnelles de la part du CSFA au pouvoir, mais aussi des Frères musulmans et des Salafistes qui défendent un syndicalisme étatique.

La révolution progresse donc en Égypte. La conscience que la dictature est toujours là (n'étant pas celle d'individus mais bel et bien d'un groupe social) et l'organisation du mouvement ouvrier grandissent. Tout cela montre qu'elle n'en est qu'à ses débuts et que la lutte continue !

Benjamin et Gautier (Comité Jeunes Caen)

Reconstruction du mouvement ouvrier en Angleterre

En quelques mois, l'Angleterre a vu une remontée des luttes de différents secteurs du mouvement ouvrier. Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs menés par le premier ministre David Cameron en mai 2010, des mesures d'austérité sont imposées ainsi que de nombreuses réformes antisociales sont mises en place. Celles-ci ont vu s'opposer une résistance importante des jeunes et des salariés anglo-saxons.

Au niveau étudiant tout d'abord avec l'an passé des grèves importantes dans l'éducation contre l'augmentation des frais d'inscription (jusqu'à 9000 livres par an soit 10500 euros). Ces résistances ont commencé par un mouvement étudiant sans précédent contre l'augmentation des frais d'inscription qui sont la conséquence de la politique de rigueur dans les universités. Cette mobilisation qui a duré plusieurs mois s'est élargie à la question plus générale des services publics, objet d'une casse organisée par le gouvernement anglais.

Révolte populaire et grève historique

Cette colère, conséquence des mesures d'austérité, a engendré une explosion sociale d'ampleur à Londres et dans le pays avec au mois d'août un mouvement de révolte dans les quartiers populaires. Ces émeutes étaient clairement marquées comme l'expression des plus démunis face à une politique au service des possédants comme en témoigne un jeune de Liverpool interviewé pendant les révoltes: « Je ne vole pas, je récupère les produits de luxe que ma classe sociale ne pourra jamais se payer, et que pourtant elle a produit ».

Cette année, le 30 novembre, une grève historique a eu lieu en Angleterre. Elle a réuni plus de 2 millions de personnes contre les mesures du gouvernement qui visaient notamment à augmenter l'âge de départ en retraite à 66 ans en 2020, et à 68 ans ensuite, d'alourdir les cotisations, d'abaisser les pensions versées. Cela s'ajoute au gel des salaires pendant 2 ans, aux suppressions d'emplois programmées et autres restrictions budgétaires. Cette grève est la plus forte depuis 1979. C'est ainsi que les directeurs d'école ont cessé le travail pour la première fois depuis 114 ans.

Faire converger les révoltes

Ces différentes échéances montrent que les plans de rigueur en Angleterre orchestrés par le gouvernement conservateur ne restent pas sans susciter de réaction. A l'échelle de ces différentes mobilisations on voit une remontée du mouvement social anglais à travers toutes les couches de la société : jeunes, habitants des quartiers populaires, salariés... L'enjeu en Grande Bretagne comme ailleurs est de faire converger ces mouvements et ces révoltes vers un mouvement d'ensemble contre les mesures d'austérité. C'est la seule façon de construire un rapport de force assez important pour faire reculer le gouvernement Cameron. La remontée des mobilisations en Angleterre va de pair avec ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe. Cela montre la perspective crédible d'une grève générale à l'échelle européenne.

Benko (Comité Jeunes Le Mans)

Grèce, dans l'œil du cyclone...

Trois ans après les émeutes de décembre 2008, la crise n'en finit pas de rebondir en Grèce. Les événements de 2008 avaient révélés un pays fer de lance du néolibéralisme avec une société la plus inégalitaire d'Europe après le Portugal et 14% de travailleurs sous le seuil de pauvreté. Les derniers événements récents font de la Grèce le laboratoire de la cure d'austérité à venir pour l'ensemble des peuples européens.

Alors que les conditions de vie de la population se dégradent à toute allure, les mesures d'austérité s'accroissent

et la crise de la dette grecque n'est pas terminée. Le gouvernement d'union nationale imposé par la Troïka (FMI, UE, BCE) envisage ainsi entre autres la généralisation à tous du ticket de 5 euros pour l'accès à l'hôpital. Ce gouvernement comme celui de l'Italie n'a qu'une seule fonction : nous faire payer la crise. Papademos, c'est 100% austérité, 0% démocratie.

Si la grève générale du 1er décembre dernier, 14ème depuis avril 2010, a été légèrement moins suivie que les précédentes, les peuples veulent maintenir la pression. Les mots

d'ordre d'élections anticipées, de prochaine grève générale pour mettre à bas ce gouvernement des banques sont avancés par la gauche radicale grecque. Mais les attaques sont telles que la contre-offensive passe aussi pour les militants du mouvement social par l'organisation de la solidarité au niveau local avec par exemple la multiplication de soupes populaires que ces derniers organisent.

Romain (Orsay)

Dans ce numéro

Dossier : Bonne année, bonne austérité ! Budget 2012, les cadeaux du Père Fillon Convention de l'UMP sur l'éducation / programme de François Hollande Dix ans de l'euro... Happy birthday or not... ? En 2012, on vote ou on lutte ?, Programme du NPA	Pages 4-5
Théorie : Le néolibéralisme, la rigueur, Thatcher, Reagan	Page 6
Éducation Bourses, accès des classes populaires à l'enseignement supérieur Budgets des facs : le vrai bilan de la LRU	Page 7
la petite bibliothèque militante... mais illustrée Douze raisons d'aimer 2012	Page 8 Page 8

Bonne année

AAA : Arnaque, Armement et Austérité

Sommet « social » du 18 janvier
Une avalanche d'attaques se prépare !

Aucun doute n'est possible : c'est une nouvelle offensive anti-sociale d'ampleur qui se prépare à l'occasion du « sommet social » prévu pour le 18 janvier. Sarkozy a déjà annoncé des décisions « importantes », contre la protection sociale, contre le code du Travail.

Poursuite de la politique de précarisation

- La grande idée serait d'avancer vers des accords d'entreprise « à l'allemande ». Ces accords légaliseraient une plus grande flexibilité, le développement des temps partiels contraints, des baisses de salaires « volontaires », etc... en échange de soi-disant garanties sur la sauvegarde de l'emploi.

- La simplification du recours au chômage partiel serait à l'étude, ainsi que le versement d'une allocation complémentaire aux salariés concernés (la « flexisécurité »). C'est tout bénéfice pour les patrons qui verraient une partie de leurs charges transférées à la collectivité...

- Il serait question d'un allongement de la durée des CDD de 18 à 30 mois. Autrement dit, les jeunes, qui passent massivement par les CDD, seraient voués à la précarité sans limites...

Après les fêtes, il va falloir se mettre au régime car pour 2012, le gouvernement nous demande de nous serrer la ceinture. Pourtant, en dehors de la charge de la dette, les dépenses de l'Etat n'augmentent presque pas. L'Étincelle anticapitaliste a décortiqué pour vous le budget 2012 histoire de montrer une bonne fois pour toutes que leur crise, c'est nous qui sommes en train de la payer. Et on ne va pas les laisser faire !

L'éducation, première dépense ?

On nous répète tous les ans que l'Éducation nationale est le premier poste de dépenses de l'Etat, ce qui, avec 62,3 milliards d'euros en 2012, est tout à fait vrai. Mais attention, c'est aussi la première cible des réductions d'effectifs avec 14000 postes en moins en 2012 (contre seulement 3000 de moins pour la police). Et l'éducation n'est pas épargnée par les plans d'austérité : celui du 24 août prévoyait une réduction de 19 millions d'euros des crédits destinés aux bourses de collègues et lycées et aux fonds sociaux pourtant déjà très maigres !

Autre idée reçue : l'enseignement supérieur serait une priorité de l'Etat. Mais sur les 25,8 milliards de cette mission, seuls 14,9 sont effectivement destinés au financement de l'enseignement supérieur et au sein de ces 14,9, seuls 2,1 (« vie étudiante ») servent à financer les bourses ! Et les moyens stagnent ou baissent.

Programme de l'UMP et du PS sur l'éducation : no comment...

Alors que la priorité devrait être l'accès à l'éducation pour tous et la qualité de l'enseignement, c'est un domaine qui souffre de réductions budgétaires. L'UMP et le PS ont déjà donné les grandes lignes de leur programme pour l'éducation. C'est la crise : l'heure est aux économies, et une offensive sur nos diplômes et nos conditions d'études se prépare.

Individualisation et professionnalisation

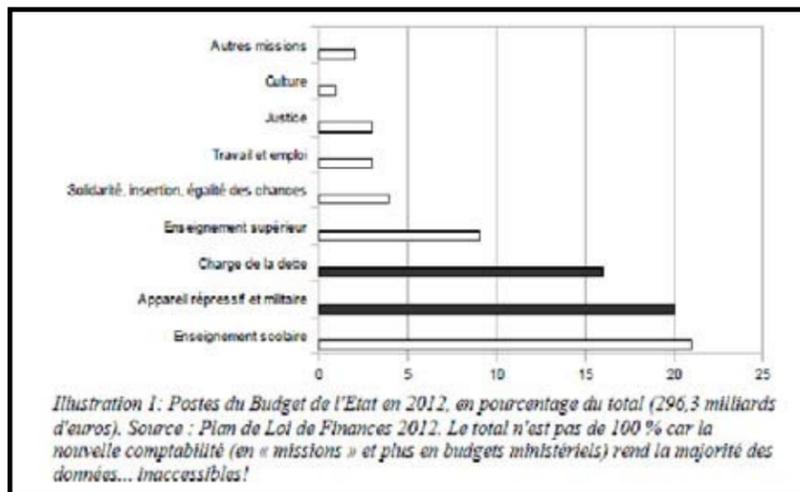
L'individualisation permet de casser le cadre national des diplômes, ce qui a deux effets. D'abord d'accentuer les inégalités : chacun aura des conditions d'évaluation et des cursus différents, une éducation à plusieurs vitesses donc. Mais ce cadre national garantit aussi la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives qui déterminent nos droits sur le marché du travail. Or, l'individualisation des diplômes donne lieu à une perte de leur valeur et à des difficultés à s'organiser collectivement pour se défendre face au patronat.

Le poids de l'appareil répressif et militaire

Par contre, ce que l'on ne dit pas souvent c'est que si l'on additionne les dépenses destinées à la défense et à la sécurité, on arrive à un total de 60,5 milliards d'euros, soit presque autant que pour l'éducation nationale. En plus, on trouve des dépenses liées à l'appareil répressif un peu partout. Par exemple, le ministère du Travail finance les « Etablissements publics d'insertion de la Défense », c'est-à-dire l'encadrement militaire de certains jeunes, à hauteur de 50 millions d'euros.

La charge de la dette

Autre dépense prenant énormément de place dans le budget : la charge de la dette, c'est-à-dire le paiement des intérêts, représente 48,8 milliards d'euros en 2012. Ce poste de dépenses a augmenté de 10 milliards par rapport à 2010. Cette augmentation démesurée d'une dépense illégitime sert de justification à tous les plans d'austérité, qui ne sont que de timides premiers pas. Alors que le déficit annoncé pour 2012 est de 78,8 milliards d'euros, 1 milliard va être économisé au titre du plan anti-déficit du 24 août, 1,5 milliards environ pour celui du 7 novembre... Les mesures phares de l'austérité sont directement payées par ceux qui ne sont pas responsables de la crise - les salariés, les personnes les plus démunies - : hausse de la TVA, taxe sur les sodas, hausse du tarif des mutuelles, gel des prestations familiales, etc. Cette dernière mesure représente une économie de 400 millions d'euros sur le dos de 6 millions de personnes



alors que le coût de la guerre en Libye a été estimé à 320 millions d'euros au 30 septembre 2011. Preuve que quand il s'agit d'ouvrir des nouveaux marchés aux capitalistes français, ils trouvent les fonds qu'il faut.

Un système fiscal

favorable aux plus riches.

On l'a vu, en dehors de la charge de la dette, les dépenses stagnent. L'Etat est donc en déficit d'une part parce qu'il s'est endetté pour sauver les banques, d'autre part parce que les recettes ne sont pas suffisantes.

Or, le système d'imposition actuel favorise les grandes entreprises et les grandes fortunes. Les impôts représentant plus de 50% des recettes de l'Etat (TVA, TIPP) sont payés par tout le monde et sont particulièrement injustes car leur taux est le même pour tous. L'ISF en revanche ne génère que moins de 1% du total des recettes !

Le budget que nous voulons

Il faut aller chercher les richesses là où elles sont : annuler la dette, exproprier les banques sans indemnités, prendre sur les profits et les hauts revenus. Bref, dégager les ressources nécessaires pour financer les dépenses utiles à la majorité : un système éducatif accessible à tous et de qualité, des hôpitaux, des crèches, des transports en commun gratuits !

Mais ce changement radical de priorités ne se fera que si des millions de personnes se battent pour l'obtenir. C'est pour ça que dès maintenant, dans nos universités, nos lycées, nos lieux de travail, nous devons nous organiser contre l'austérité, contre les suppressions de postes, contre la casse des services publics !

Coline (Comité Jeunes 92 nord)

De plus, Hollande parlait il y a quelques mois de créer 60 000 postes (en les supprimant ailleurs), mais il dit maintenant qu'il faudra les étaler sur le quinquennat. Or les classes sont surchargées et il manque des profs. C'est maintenant qu'il faudrait créer ces postes, dans 5 ans, ce sera trop tard ! François Hollande ajoute que cela nécessitera des « contreparties ». Mais quoi ? On peut imaginer que ces postes seront occupés par des vacataires pas suffisamment formés. Un autre sacrifice de nos conditions d'études !

Autonomie des établissements

« Le chef d'établissement peut-il devenir le chef de son établissement ? » C'est l'axe principal du projet de l'UMP. Cela passe par l'autonomie dans le recrutement des enseignants (comme dans une entreprise), le choix du projet pédagogique, et la gestion budgétaire.

Le risque, comme sur les facs, c'est un enseignement avec des établissements d'élite et des établissements « pouibelle », et une dévalorisation du bac, qui n'aura plus la même valeur selon les lycées.

Le PS évoque des « projets éducatifs locaux », sans trop préciser. Il faudra donc surveiller les propositions d'Hollande sur cette question.

Ces projets sont clairement élaborés dans une optique d'économies, et soumis aux volontés du patronat sur la formation des jeunes en cohérence avec les besoins du marché du travail. Nous pensons, au NPA, que l'éducation des jeunes est une priorité. L'éducation est à la fois un moyen d'accès pour tous à la culture et une formation à l'entrée future des jeunes sur le marché du travail. Il est donc essentiel pour nous que le financement en soit 100% public et à la hauteur des besoins, et pas à la merci des entreprises qui ne formeront que de la main d'œuvre. Nous réclamons un retour sur les suppressions de postes afin que l'enseignement se fasse dans de bonnes conditions, pour accéder à des diplômes nationaux et de qualité, reconnus sur le marché du travail. Nous refusons d'être une génération sacrifiée !

Vio et Mathias (Comité Jeunes de Lille)

bonne austérité !

L'euro, dix ans après : Bon anniversaire ?

Le 1er janvier 2002, l'euro se substitue au franc et aux monnaies nationales de 11 pays. Toute la classe politique européenne salue alors le dépassement du nationalisme qu'il constitue, évoquant la main sur le cœur l'amitié franco-allemande qui succède à deux guerres mondiales.

Dix ans d'un

« deal » entre les classes dirigeantes européennes

Surtout, les gouvernements et les capitalistes européens pensent avoir trouvé un « deal » acceptable afin de se faire une place sur le marché mondial : une monnaie commune forte permettrait une augmentation du marché intérieur « bénéfique à tous » et doperait les exportations vers le reste du monde. Le marché intérieur croit effectivement, et les exportations haut de gamme sont favorisées. L'Europe (moins la Turquie, la Suisse, la Grande Bretagne, etc. c'est-à-dire tous les pays qui n'ont pas intérêt... ou pas les moyens d'être dans l'euro) est prête à lutter avec les géants asiatique et américain, avec sa monnaie nouvelle dans les mains.

L'euro n'arrête cependant ni la hausse des prix pour les produits de première nécessité (+22% selon l'Insee entre 2001 et 2011) ni les délocalisations dans bien des industries. Et le développement du marché intérieur se fait de manière déséquilibrée en accentuant la spécialisation économique des

pays. Celui-ci rend les pays les plus faibles économiquement encore plus dépendants du marché mondial et de la politique économique des « bailleurs de fonds ».

La crise fait tomber le masque de l'euro

Tout marche au mieux pour l'euro et les bourgeoisies européennes... jusqu'à la crise. La crise du marché immobilier américain en 2008, la contamination des banques européennes par les « actifs toxiques » et le ralentissement généralisé de l'économie appuient sur les coutures de l'euro.

Les États européens les plus affaiblis par la crise, victimes d'explosions de bulles immobilières (Irlande, Espagne) ou de leur trop grande spécialisation économique dans un secteur (tourisme en Grèce), voient leurs dettes publiques déjà fortes exploser. La différence du taux d'intérêt auquel emprunte ces États et l'Allemagne (qui emprunte le moins cher) atteint des records, et des plans d'austérité sans précédents sont mis en place afin de faire baisser leurs dettes. Le statut de « deal » de l'euro réapparaît au grand jour : celui-ci est mis sous pression non pas parce que l'ensemble de la zone euro va mal, mais parce que la crise met en valeur les inégalités de développement à l'intérieur même de celle-ci. Les gouvernements européens luttent les uns contre les autres pour savoir lequel devra taper le plus profond dans la poche de sa population, tout en

sachant que cette guerre économique entre les pays est surtout une guerre pour faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs s'en mêlent.

Aujourd'hui, l'idée d'une remise en question de l'euro et d'un retour aux monnaies nationales est minoritaire chez la classe dirigeante européenne, du moins en ce qui concerne les « grands » pays. Par contre, l'idée de l'éviction d'un pays plus faible économiquement comme la Grèce a été évoquée... Tout bailleurs de fonds qu'ils soient les gouvernements d'Europe occidentale ont quand même du mal à mettre la main à la poche quand leurs propres amis bourgeois du sud de l'Europe sont en difficulté.

La bourgeoisie évoque aussi afin de sortir de la crise une plus grande coordination de la politique économique des États européens. Comme le montre la manière dont ont été mis en place les gouvernements non-élus Monti en Italie et Papademos en Grèce, on peut se douter que cette « coordination » se fera sans aucun risque que les jeunes et les travailleurs européens aient leur mot à dire sur la question.

Pour une Europe des travailleurs et des peuples !

Certains courants chauvins font actuellement campagne pour la sortie de l'Euro, et expliquent que la sortie de l'UE permettrait de résoudre

les problèmes liés à la crise du capitalisme. C'est une illusion totale : les différentes économies nationales sont aujourd'hui tellement imbriquées qu'un repli nationaliste entraînerait une véritable catastrophe économique. Il faut lutter contre les propositions de repli xénophobes et de repli sur les frontières.

Contre les politiques d'austérité, il faut des résistances sociales massives, qui aillent jusqu'au bout, renversent le pouvoir de la bourgeoisie. Un gouvernement des travailleurs, aussi fidèle aux exploités que ne le sont les gouvernements actuels aux possédants, pourrait annuler la dette publique, socialiser les banques, interdire les licenciements.

Le NPA défend une Europe des travailleurs et des peuples, en rupture avec les traités constitutifs et les institutions existantes. En bref, une Europe qui commence à rompre avec le capitalisme. Les travailleurs grecs, en lutte depuis des mois contre les plans d'austérité et contre la Troïka (l'Union Européenne, la Banque Centrale Européenne et le FMI) nous montrent l'exemple.

Stan (Comité Jeunes Tolbiac)

2012 : On vote ou on lutte ?

La question semble revenir à chaque élection. On s'interroge, on débat : à quoi ça sert encore de donner du grain à moudre à Chazal, Pernaut, Pujadas, aux BVA, IPSOS, et autres qui mesurent notre petit bulletin de papier, le prennent dans tous les sens et collent dessus tout et n'importe quoi. A quoi ça sert de les entendre s'extasier sur la « bonne santé de la démocratie » à chaque fois que la participation électorale dépasse 60 % ? A quoi ça sert quand on nous dit, quand on nous rabâche de nous inscrire sur les listes électorales ? A part à faire plaisir à cette élite médiatico-politique, un temps rassurée de voir les « extrêmes », le « vote contestataire » limité à des petits pourcentages ? Cette élite parisienne et branchouille est rassérénée, son « système », sa « démocratie » fonctionne, ah ben oui ma bonne dame, mon bon monsieur...

Tout changer pour ne rien changer

Cette idée qu'on pourrait tout changer avec un carré de papier se diffuse partout, absolument partout. Il faut dire que le message est subversif, courageux. Et puis parler des élections et du vote, c'est beau ! C'est la nation toute entière qui communique ! La gauche et la droite se préparent à une énième alternance. Se répartir les rôles, organiser la mise en scène... Sauf que le scénario restera le même. En 1981, c'est François Mitterand et son gouvernement « socialiste » qui s'est vu incapable de satisfaire les revendications sociales. Alors qu'il aurait pu essayer de mener une vraie politique de gauche, le PS a jugé plus responsable de rester bien au chaud dans les ministères. Aujourd'hui,

Hollande apparaît comme étant encore plus libéral. Comment peut-on lui faire confiance alors que les politiques des partis socialistes en Grèce ou en Espagne étaient entièrement au service du patronat et des banquiers ces derniers mois. Tout comme les autres composantes de la gauche institutionnelle qui peuvent parfois se dire « radicales », ils sont bien plus intéressés par leurs futurs postes qu'aux véritables problèmes sociaux. Par exemple, Hollande fait comme si rien ne s'était passé l'année dernière pour défendre les retraites et ne reviendra pas sur cette loi s'il est élu. C'était bien les mêmes qui nous disaient il y a un an que « tout le monde pourrait s'exprimer » en faveur du départ à la retraite à 60 ans en votant PS en 2012 ! Parce que bien sûr les élections concernent tout le monde...Sauf, bon, les étranger-e-s (encore!), les condamné-e-s, et puis toutes celles et ceux qui n'ont pas encore atteint les 18 ans qui font de toi un-e vrai-e, pur-e, citoyen-ne entier-e.

Garder sa capacité de lutter intacte...

Mais bon, pour les personnes de ces catégories là, heureusement il reste les luttes sociales. Les quoi ? Mais si, les luttes sociales. Ces combats, ces pressions, que l'on essaye un peu partout de mettre en place pour peser sur ceux qui nous dirigent, leur montrer que l'on existe, que l'on s'organise et que, oui, il y a une alternative à ce système capitaliste. En 1936, ce n'est pas Léon Blum qui a conquis les congés payés mais bel et bien les ouvrierEs organisant la

grève générale dans leur usine. De la même manière, lorsque l'avortement a été autorisé en 1974, ce n'est pas Simone Veil qui a arraché ce droit mais les milliers de femmes mobilisées dans la rue depuis des années. Il faut donc organiser le rapport de force dans nos lycées, dans nos facs et sur nos lieux de travail. C'est le seul moyen d'aller chercher l'argent là où il est : encore et toujours dans les poches du patronat.

... tout en l'exprimant par un vote

Ah ben oui ma bonne dame, mon bon m'sieur. Sauf que vous, votre parti, là, il présente un candidat là aux élections. Alors ce discours sur les luttes, hein...? Et bien, oui, ce discours sur les luttes il est toujours présent, et c'est le plus important. Philippe Poutou, le candidat du NPA, est un syndicaliste, un ouvrier, qui privilégie les luttes à sa campagne. Il sait que les élections sont une occasion d'avoir un peu plus d'espace médiatique...mais pas pour seulement pour voter pour X ou Y. Il défendra un vrai programme anticapitaliste face à la crise : c'est-à-dire un programme de mobilisation visant à l'établissement d'un nouveau type de pouvoir, un gouvernement des jeunes et des travailleurs issu des luttes.

Margot et Yannick (Lyon)

Sommet « social » du 18 janvier

Un hold-up patronal sur la protection sociale ?

Désormais, afin de « doper la compétitivité » des industriels, il serait urgent de « baisser le coût du travail », autrement dit de baisser les salaires réels. Un projet de « TVA sociale » est en gestation – Sarkozy a annoncé le dépôt d'un projet de loi dans les prochaines semaines.

En France, un partie de nos salaires (le salaire « socialisé » ou « différé ») est versé directement par les patrons aux caisses de retraite, de chômage, etc. L'objectif serait de remplacer ce mécanisme par une augmentation de la TVA, donc à la charge des consommateurs, des salariés. En clair, le projet de Sarkozy serait un hold-up sur la partie indirecte des salaires au profit des patrons.

C'est tout le système de protection sociale dont bénéficient les salariés depuis l'après-guerre qui serait remis en cause !

Résister !

• Les directions des principaux syndicats se préparent à participer au sommet du 18 janvier. Mais qu'y a t'il à discuter sur la base de tels projets ? Il est pour le moins illusoire de vouloir obtenir quoi que ce soit en s'asseyant autour d'une table avec le gouvernement, à froid et sans avoir de rapport de force. Au contraire, tout doit être fait pour que le sommet ne puisse se tenir.

• Ce qu'il faut, c'est préparer dès maintenant une riposte d'ampleur, avec l'ensemble des organisations de la gauche progressiste. Plus que jamais nos armes sont la lutte, la manifestation, la grève, que ce soit localement ou à l'occasion des journées de mobilisation.



Le néolibéralisme dans les années 1980 : austérité reloaded

Dans les années 1980, l'approfondissement de la crise économique conduit les capitalistes à faire évoluer leur système, détruisant aux États-Unis et en Grande Bretagne « l'État social » qui s'y était installé en forme de compromis après la Deuxième Guerre Mondiale. Preuve que si la bourgeoisie est parfois capable de faire évoluer son système, il n'y a rien à attendre d'elle pour que cela se fasse en notre faveur : nous ne pouvons compter que sur nos luttes et sur la mise en place d'un gouvernement des travailleurs pour ne pas payer leur crise !

L'État social après la Deuxième Guerre Mondiale

Après la 2ème GM, l'économie occidentale (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord) prend un tournant plus social. C'est l'âge d'or du keynésianisme et de l'État Providence. En France, le Conseil National de la Résistance (CNR) met en place tout un tas de réformes sociales, telles que la création des administrations de sécurité sociale (donnant droit aux allocations chômage et aux remboursements des frais de santé). Aux États-Unis, la tranche la plus haute de l'impôt sur le revenu est de 90% jusqu'en 1964.

Cependant, ce système, se basant sur une économie très inflationniste (les taux d'inflation peuvent atteindre dans les années 60 plus de 10% par an en France), ne fonctionne bien que lorsque les taux d'intérêts sont bas, car il repose sur une demande forte, engendrée par le crédit facile. Comme les crédits créent de la monnaie, la masse monétaire en circulation augmente fortement, et mécaniquement, on se retrouve avec une inflation importante. Avec les taux bas, les États peuvent alors emprunter à de très faibles coûts. Mais, dans les années 70, l'augmentation des taux d'intérêts en réponse à la pression des banquiers sur les politiques amène un creusement important des déficits publics et donc de la dette publique. C'est en 1974 que le premier budget en déficit est voté en France. En réponse à ces dettes publiques, les libéraux construisent un discours dénonçant toute dépense étatique, qui conduirait forcément au socialisme. En cette période de guerre froide, ce discours connaît un succès important, les démocraties populaires d'Europe de l'Est étant alors sur une pente fortement descendante. Le succès des libéraux se traduit dans les urnes dans les pays anglo-saxons aidé en cela par la faiblesse des démocrates américains et des travaillistes britanniques qui sont alors en plein tournant social-démocrate.

Les nouvelles théories libérales

Reagan et Thatcher ne sont que deux représentants du nouveau courant libéral majoritaire. Ces néolibéraux tirent leurs préceptes de deux économistes majeurs : Friedman, leader des Chicago

Boys et Hayek. Ces économistes préconisent une intervention minimum de l'État (centrée sur la police, l'armée, la justice), et donc un budget minimum de ce dernier. La réduction des dépenses publiques devient alors une priorité pour les politiques arrivés au pouvoir, et il faut donc favoriser l'implantation d'entreprises privées se substituant au secteur public. C'est la révolution conservatrice.

La première expérience réelle de mise en application de ces nouveaux préceptes économiques ne fut pas la Grande-Bretagne ou les États-Unis, la bourgeoisie ne voulant pas risquer de mettre ses propres intérêts en danger et affronter directement la colère du prolétariat local. Friedman préféra former des économistes sud-américains à ses théories, et favoriser les renversements des gouvernements socialistes en place avec l'aide de la CIA et de l'administration américaine. Pinochet et Friedman communiquaient ainsi beaucoup par voie téléphonique ! Cela permis notamment au gouvernement américain de voir le degré de résistance exercé par les travailleurs et leurs organisations face à des réformes socialement injustes et économiquement insoutenables. Par la suite, le nouveau libéralisme s'implanta dans les pays occidentaux, avec Thatcher en 1979 et Reagan en 1981.

Le thatchérisme

Pour réduire la dette publique nouvellement apparue, Thatcher, dès son arrivée au pouvoir en 1979, décide de privatiser la compagnie aérienne British Airways, ou bien encore le British Rail (privatisation de l'exploitation des chemins de fer mais aussi des voies ferrées elles-mêmes !).

Thatcher se place rapidement dans une vision ultralibérale de l'économie, mais aussi dans une vision très conservatrice de la société. Fondamentalement opposée à tout ce qui peut ressembler au socialisme de près ou de loin, elle mène durant ses onze années de mandat une politique très dure envers les syndicats britanniques. Dans les années 1980, les syndicats britanniques, tels que le NUM (National Union of Mineworkers), étaient très puissants et très influents au sein du parti travailliste, alors bien ancré à gauche. En 1984, face à la perte de rentabilité des mines de charbon publiques, Thatcher décide de la fermeture de la grande majorité de ces dernières. Cette décision déclenche dès lors un tollé chez les mineurs britanniques. Le NUM déclare la grève, sans vote préalable de ses adhérents. C'est en s'appuyant sur cela que Thatcher va pouvoir faire condamner cette grève, et mettre en place tout un tas de mesures répressives vis-à-vis des grévistes. La répression fut terrible. Thatcher, avec l'aide du parlement, fait voter les lois antisyndicales de 1984.

Ces lois prévoient notamment l'interdiction des grèves sans vote à bulletin secret, l'interdiction des piquets de grève (la police allant jusqu'à bloquer les routes pour empêcher les grévistes de se rendre sur leur lieu de travail), ou encore le recrutement d'agent(e)s non grévistes en remplacement de ceux faisant grève. Mais

ce qui reste le plus marquant parmi toutes les mesures antisociales adoptées alors par l'administration thatchérienne reste la baisse des prestations sociales pour les familles de grévistes. Thatcher n'hésita pas à réduire les allocations familiales par exemple si le père de famille était un mineur en grève, ce qui avait pour conséquence d'affamer le ménage de ce dernier et de créer une opposition à la grève au sein même de son propre domicile.

Mais le thatchérisme ne s'arrête pas à une simple répression du mouvement social en Grande-Bretagne. L'impérialisme est aussi au centre de sa politique, avec deux faits majeurs : la guerre des Malouines et la question irlandaise.

Ainsi, le Royaume-Uni n'hésita pas à déclarer la guerre à l'Argentine, en 1982, pour défendre une de ses dernières colonies encore existantes, le territoire des Malouines, et ce malgré la ferme opposition de l'ONU à l'époque. De même, en Irlande, Thatcher se montrera impitoyable pour préserver la colonie d'Ulster (Irlande du Nord). Elle n'hésita pas à donner son aval à plusieurs assassinats de responsables de l'IRA (Irish Republic Army). En 1981, plusieurs prisonniers politiques irlandais se lancent dans une grève de la faim pour dénoncer le traitement de la question irlandaise par Margaret Thatcher. Celle-ci restera inflexible tout au long de cette grève, qui conduira à la mort de 10 grévistes.

Les Reaganomics

Ronald Reagan arrive au pouvoir en 1981, avec un programme très libéral et très anticommuniste. Durant ses 8 ans de mandat, il n'aura de cesse de réduire les droits des salariés, aussi bien du privé comme du public, en utilisant les mêmes méthodes que son amie Margaret Thatcher.

Pour lui, « l'État n'est pas la solution à nos problèmes... L'État est le problème » Discours d'investiture, 20 janvier 1981.

Les années Reagan furent surtout marquées par une augmentation du nombre de travailleurs pauvres et une augmentation de la population carcérale, avec une répression accrue du mouvement social.

En 1981, le PATCO (syndicat des contrôleurs aériens américains) déclare la grève pour obtenir de meilleurs salaires et une semaine de 32h. Ce n'était pas la première grève des contrôleurs aériens de l'histoire. Cependant, Reagan ressortit une loi vieille de 1947, qui interdisait aux employés d'État de faire grève. En invoquant cette loi, il donna 48 heures aux salariés grévistes pour retourner à leur poste. Seuls 1650 abdiquèrent, les autres pensant pouvoir maintenir la pression.

Une fois cet ultimatum passé, Reagan renvoie les 11 345 grévistes restant, en leur interdisant à vie d'exercer dans la fonction publique. Ces salariés sont alors remplacés par de nouvelles embauches. En attendant la formation de ces nouveaux contrôleurs aériens, c'est l'armée qui assura l'intérim (Sarkozy n'a donc rien inventé en 2011).

Si Reagan prônait une réduction des dépenses de l'État, ce n'était qu'au détriment des politiques sociales car il continua la course aux armements, en augmentant considérablement les dépenses militaires. Il fournira notamment, dans sa politique impérialiste, des armes aux talibans et à Saddam Hussein pour mener leurs guerres respectives. Cependant, il réduisit dans le même temps les impôts des plus fortunés, ce qui conduisit à une explosion de la dette publique (+ 200% en 8 ans), dont les conséquences se révèlent aujourd'hui au grand jour.

Une situation contemporaine

Les déficits publics creusés durant ces périodes, accompagnés de réformes de plus en plus libérales amenant à une diminution d'impôts (qui n'ont pourtant pas permis d'éviter les délocalisations) ont conduit à une augmentation de la pauvreté dans nos pays occidentaux, avec une dette publique énorme. Cette dette a donc été montée de toutes pièces par des libéraux sans scrupules, agissant main dans la main avec les politiques. Ces dettes sont illégitimes, car elles n'ont fait qu'enrichir les plus riches au détriment des prestations sociales et autres investissements publics utiles. De plus, toutes les réductions d'impôts concédées aux grandes entreprises ont favorisé aussi ces mêmes plus riches. Aujourd'hui, si l'on additionne tous les sièges de Conseil d'Administration des 40 entreprises du Cac 40, on s'aperçoit que 43% sont détenus par les cent mêmes personnes. Ce sont donc elles qui ont créé artificiellement cette dette, qui ont profité des baisses d'impôts et qui demandent aujourd'hui une plus grande flexibilité du travail et des restrictions dans le droit de grève en France.

Les conséquences de ces années de répression ouvrière sont encore bien visibles aujourd'hui dans les pays anglo-saxons : ces défaites des années 80 ont plongé les syndicats dans un certain attentisme, et dans une plus grande collaboration de classe avec les gouvernements. La grève générale britannique du mois de novembre est ainsi quelque chose d'historique depuis Thatcher, tout comme « Occupy Wall Street » aux États-Unis et plus particulièrement les grandes grèves qui ont eu lieu en parallèle. Les résistances actuelles donnent de l'espoir et ouvrent même des possibilités pour la reconstruction d'organisations qui soient à la hauteur des enjeux.

En France, lorsque Sarkozy cherche à condamner le mouvement social, en insultant les grévistes de preneurs d'otages et en remplaçant les contrôleurs aériens par des policiers, il ne fait qu'appliquer les bonnes vieilles politiques libérales des années 1980. La gauche, quant à elle, a abdiqué depuis bien longtemps face à tout cela. En Grande-Bretagne, les députés travaillistes ne sont jamais revenus sur les mesures thatchériennes, et certains vont même jusqu'à se réclamer de sa descendance politique (Tony Blair notamment) !

Christophe (Comité Jeunes Reims)

Quelques lectures

Gérard Duménil et Dominique Lévy, Une analyse marxiste du capitalisme. Pour comprendre les mutations du capitalisme depuis les années 70.

Les Politiques économiques, Cahiers Français n° 245, janvier 1990.

Pour comprendre le néolibéralisme :

Friedrich von Hayek, La route de la servitude, 1944.

Milton Friedman, Capitalisme et liberté, 1962.

Bourses et accès à l'enseignement supérieur

Après d'importants retards dans le versement des bourses étudiantes de novembre (certaines ont été reçues après le 25 du mois), les bourses de décembre ont toutes été mises en paiement autour du 12. Ce n'était pourtant pas garanti. Lors du conseil d'administration du CNOUS (organisme qui chapeaute les CROUS) du 25 novembre, les élus étudiants ont pu découvrir que sur les 160 millions d'euros nécessaires pour les bourses de décembre, il ne restait plus que... 60 millions d'euros.

Après avoir nié les problèmes, les CROUS et le ministre, Laurent Wauquiez ont finalement fait machine arrière et obtenu une rallonge budgétaire début décembre, face à la pression des étudiants. En effet, dans toute la France, de nombreux rassemblements ont eu lieu devant les CROUS à l'appel d'organisations étudiantes, comme à Poitiers, à Bordeaux, à Reims, à Paris, à Lille, à Rennes, au Mans...

Ces problèmes de bourses font écho à la dégradation continue du service public des CROUS. Depuis de nombreuses années le désengagement financier de l'Etat provoque des augmentations

des prix dans les restaurants universitaires ; les résidences sont en mauvais état, et quand elles sont rénovées les loyers doublent ou triplent ; l'accueil dans les CROUS (guichets ou assistantes sociales) est difficile faute de moyens humains... Cette situation ne fait qu'empirer, cette année la dotation de la plupart des CROUS est en baisse, par exemple à Bordeaux le CROUS fonctionne à 70% en autofinancement (revenu des RU, des logements...) avec seulement 30% de financement de l'Etat.

Cette situation est loin d'être satisfaisante. Non seulement le service public des CROUS se dégrade, mais les bourses étudiantes sont insuffisantes en nombre et en niveau (l'échelon maximum est à 460 euros). De nombreux étudiants sont obligés de se salarier pour financer leurs études, soit en complément des bourses soit parce qu'ils n'y ont tout simplement pas droit.

Entre 2006 et 2011, la part des enfants d'employés et d'ouvriers dans l'enseignement supérieur s'est réduite de 4% (OVE). C'est un indicateur peu précis, mais c'est un symptôme des difficultés

grandissantes pour accéder à l'enseignement supérieur quand on n'en a pas les moyens. Cela coïncide aussi avec les statistiques disant que la plus grande partie des étudiants qui échouent ou abandonnent l'université en premier cycle (licence...) déclarent que c'est pour des raisons financières (OVE 2006).

Pour que les études restent un droit, nous devons imposer un service public des CROUS financé à hauteur des besoins, sous le contrôle des étudiants et des travailleurs ; une véritable allocation d'autonomie pour la jeunesse, à hauteur du SMIC et financée par des cotisations patronales sur le modèle des retraites ou de l'assurance maladie, c'est-à-dire en socialisant une partie des richesses produites dans une caisse destinée à la formation. Les patrons profitent bien de nos formations et de nos savoirs, à nous de prendre sur leurs profits pour financer nos études !

Pavel (Comité Jeunes Bordeaux)

Quand la sauce LRU noie les facs

Nous vivons désormais à l'heure de la LRU. En 2012, toutes les universités (ou presque) sont passés aux nouvelles règles de gestion. Budget globalisé, financements liés aux résultats, systèmes d'évaluation des enseignants et des personnels sur la base de critères de performances, publication des taux de réussite et d'insertion professionnelle des étudiants et donc intégration progressive des mécanismes de concurrence. Tout ça, c'est ce que Sarkozy avait appelé sa « réforme la plus importante du quinquennat ».

Son importance se révèle d'autant plus en période de crise. Les budgets des facs connaissent des déficits importants (37 millions d'euros en 2010), ce qui signifie pour certaines universités faillite ou mise sous tutelle par le gouvernement. Ces déficits ne sont pas le produit de la crise, celle-ci n'a été qu'un révélateur : avec une baisse de 23 millions d'euros du budget pour 2012, quasiment toutes les universités seront dans le rouge pour l'année qui vient. Mais contrairement aux annonces du ministère, les budgets réels sont en baisse depuis des années. Les hausses annoncées se sont avérées inférieures ou égales à l'inflation et servaient à maquiller le développement des crédits impôts-recherches, qui sont des exonérations fiscales au service des entreprises : de 1,68 milliard en 2007, ils passeraient à 5,27 milliards en 2012.

La concurrence, une grosse baffé pour nos droits

Aujourd'hui l'enseignement supérieur est aussi financé à travers des appels à projets qui drainent des milliards. L'appel à projets IDEX (Initiatives d'Excellence) propose de récompenser 7 projets par la somme de 7,7 milliards d'euros. Ces IDEX doivent devenir les futurs « pôles d'excellence à vocation mondiale » version française. Pour un certain nombre d'universités, le label IDEX leur permettra de bénéficier des meilleurs financements publics et de jouer dans la « cour des grands », le top 20 du classement de Shanghai. Au total, l'Etat met plus de 20 milliards sous le nez des facs pour les pousser à accepter ces « nouvelles règles »

Au sein des IDEX, on développe des « collèges universitaires ». Ce sont des formations d'élite (bi-licences, parcours pluridisciplinaires) qui visent à concurrencer le système prépas/grande écoles, en créant des filières sélectives (dossiers, tests, mention au bac) où les étudiants ont vocation à être mieux encadrés, plus petits groupes et plus d'heures de cours. Tout ça à moyens constants. Pour les autres étudiants, c'est la double peine : à la fac, moins de moyens pour les autres filières ; et à la sortie un diplôme dont la valeur est moindre que celles des collèges. En cas de déficits ce sont les filières « normales » qui trinquent.

Le prêt étudiant et/ou une vie à galérer

Le désengagement de l'Etat sert à progressivement privatiser l'enseignement supérieur, avec derrière, l'idée qu'il existe une part rentable dans le système d'éducation qui permet d'en faire un marché. A l'autre bout de la chaîne, l'Etat ne garantit plus la reconnaissance des diplômes au travers des conventions collectives. Il s'agit d'imposer un système d'enseignement où les formations les plus rentables/prestigieuses sont contrôlés dans leur contenu par les entreprises qui seront associés pour définir les conditions d'accès (frais d'inscription en hausse, sélection sur dossier...) et la durée de vie d'une filière en fonction des « besoins de l'économie ».

Ces entreprises ont également la possibilité de développer des services d'enseignement (prépas, diplômes, soutien scolaire, logiciels...) de plus en plus nombreux. Cette évolution se fait en partie dans le cadre de partenariats avec les universités. Par exemple, plusieurs universités parisiennes discutent actuellement de la mise en place d'écoles internationales de droit en commun avec des partenaires privés comme l'INSEAD (Ecole de Management Privée) ou l'HEAD (entreprise privée). Les frais de scolarité se situeraient entre 14 et 15.000 euros.

Hichem (Comité Jeunes Sorbonne)



Facs fermées aux étudiants

La concurrence entre les universités qui entraîne une sélection masquée, l'« orientation active » qui vise à décourager des jeunes d'aller à la fac, les fermetures de filières, le non versement des bourses et leur montant insuffisant... Tout cela vise à faire baisser le nombre d'étudiants. Ce n'est pas un incident de parcours mais bien un projet. Les premiers visés, comme d'habitude, sont les immigrés.

Circulaire du 31 mai... La suite !

Fin décembre, le ministre de l'Intérieur, Guéant, a fait mine de reculer sur la circulaire du 31 mai, qui empêche les diplômés étrangers de travailler en France (voir l'ÉA n°15). Des concertations s'ouvrent début janvier pour « compléter la circulaire » afin que les immigrés

« hautement qualifiés » puissent transformer leur visa étudiant en titre de séjour permettant de travailler. Mais le collectif qui s'est monté depuis la fin de l'année dernière ne sera pas associé aux discussions et le retrait de la circulaire n'est pas à l'ordre du jour.

La mobilisation continue, d'autant plus que la loi de finances 2012 durcit encore les conditions d'accueil des étudiants étrangers diplômés : désormais, pour obtenir une carte de séjour, des immigrés déjà présents sur le territoire – puisqu'ils y ont fait leurs études ! – devront payer plein pot la taxe à l'Office français de l'immigration et de l'intégration, jusqu'à 385 euros... Contre 85 euros auparavant. La droite nous raconte que les immigrés coûtent cher ? En fait, les racketter rapporte plutôt bien !

Pour rappel, en 2011-2012, un étudiant immigré doit pouvoir justifier de 7 680 euros de ressources annuelles – contre 5 400 en 2010-2011.

« Immigration choisie »

Conclusion : si tu es riche, que tu fais de hautes études et que le gouvernement est sympa avec toi, tu auras une micro-chance de rester en France, d'y étudier, voire d'y travailler...

Si tu es pauvre, chômeur ou exploité par une multinationale française dans ton pays... Tu peux y rester !

JB (comité Jeunes 92 nord)

12 Raisons D'aimer 2012

12ème raison : La France va perdre son triple A. L'occasion de rappeler que si on annulait la dette, on s'en foutrait de la note du pays !

11ème raison : En général, les années d'élections sont calmes en mobilisations sociales... Mais il n'y a pas de fatalité !

10ème raison : Qui prédisait, il y a un an, les révolutions dans le Maghreb et le Machrek, les mouvements pour la démocratie réelle, la chute de DSK ou la déprogrammation en moins de quinze jours de Carré ViiiP sur TF1 ? Tous les espoirs sont permis pour l'année prochaine !

9ème raison : Le 4 mars, c'est la présidentielle en Russie. On n'attend rien des élections, mais un troisième tour pourrait se jouer dans la rue. La vague des révolutions continuera-t-elle de déferler ?

8ème raison : Le 22 avril, c'est la présidentielle en France. Si Marine Le Pen est au second tour, on pourra essayer de battre le record des manifs les plus massives. Rappel : le 1er mai 2002, c'était un million à Paris.

7ème raison : Le 6 novembre, c'est la présidentielle aux États-Unis. Pour les fans de séries, c'est un peu comme dans Lost : on ne comprend pas qui est le gentil et qui est le méchant, mais on veut savoir comment ça finit !

6ème raison : Mais alors, si Poutine, Obama et Sarkozy tombent... On devra trouver de nouveaux slogans dans les manifs internationales ! Chouette ! On commençait à se lasser.

5ème raison : D'ailleurs, depuis le 1er janvier, Sarkozy n'est plus président du G8 et du G20. D'accord, ce sont les États-Unis qui le remplacent, donc on s'en fout. Mais il va arrêter de se la raconter. Et ça c'est bon !

4ème raison : 2012, c'est l'année de la fin du protocole de Kyoto visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Ce n'est pas une bonne nouvelle, mais de toutes manières les objectifs n'auront pas été atteints. Alors ce sera l'occasion de dénoncer cet échec et de nous mobiliser pour une écologie radicale !

3ème raison : Pour les mauvais patriotes que nous sommes, l'Euro de foot du 8 juin au 1er juillet et les JO du 27 juillet au 12 août seront l'occasion de rire des non moins mauvais résultats de la France.

2ème raison : 2012, c'est la fin du monde, alors on sait qu'on n'en reprendra pas pour cinq ans de Sarkozy et d'austérité. Bon, déconnons pas. C'est pas forcément une prédiction exacte.

1ère raison : en juillet, ce sont les Rencontres internationales de jeunes dans l'État espagnol ! L'occasion de conclure cette année de batailles contre la crise en se prélassant au soleil !



Janvier-février 2012
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

La petite bibliothèque militante... mais illustrée : « Un homme est mort » de Kris et Étienne Davodeau, Éditions Futuropolis

Brest est en 1950 pendant la reconstruction le théâtre d'affrontements majeurs et de l'une des plus grosses grèves que connaîtra la classe ouvrière de Bretagne. Ces événements constituent la toile de fond de cette bande dessinée, « le décor tragique » que ces auteurs choisissent pour nous dépeindre un peu de cette époque, de la détermination, de la solidarité et de la conscience ouvrière qui se reconstruit autour de ces luttes.

D'une grève (filmée)...

Brest, comme le reste des ports bretons, a été entièrement détruit par la guerre et, pour la bourgeoisie française, doit se reconstruire sur le sang et la sueur de ses ouvriers. Face à cela, une première manifestation appelée par le PCF le dimanche 12 mars 1950 contre la misère et pour la paix en Indochine se heurte à une répression féroce. Mais plusieurs dizaines de milliers de grévistes suivent dès les 13 mars et le mouvement s'étend comme une trainée de poudre jusqu'à cette manifestation du 17 avril qui verra la mort d'un gréviste, Edouard Mazé, abattu d'une balle dans la tête.

C'est dans ce contexte, après un mois de grève et des affrontements de plus en plus violents avec la police et l'armée que la CGT fait appel à René Vautier, cinéaste militant, auteur d'« Afrique 50 », pour réaliser un court film de propagande et de témoignage. La période est charnière et la lutte est

sourde, mais elle ne doit pas être muette : « il s'agit de former les gars aux futurs mouvements qui vont sûrement se développer dans toute la France. Qu'on gagne ou qu'on perde ici, il faut que ça puisse servir à ceux qui viendront après ! ».

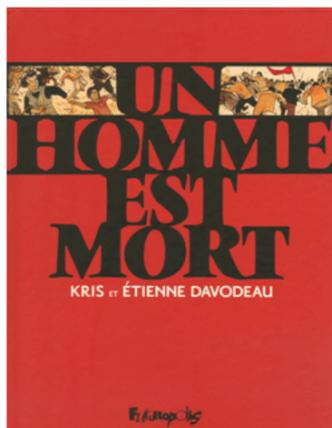
... à la poursuite de la lutte (par la bande dessinée !)

A travers cette anecdote et les yeux de cet homme, René Vautier, qui parcourt les piquets de grèves et les communes pour diffuser ce film, pour témoigner de cette lutte, du sacrifice d'un ouvrier, Kris et Davodeau nous laissent apercevoir l'ensemble d'une époque, des sentiments qui traversent la classe ouvrière bretonne à travers ces événements : la souffrance d'abord, la solidarité et la force du nombre dans la lutte ensuite, l'espoir d'une autre société enfin.

Les teintes un peu jaunies nous laissent ce goût de témoignage d'un passé déjà lointain, l'histoire trop anecdotique parfois nous fait toucher du doigt quelques banalités toujours bonnes à

entendre : les parcours de vie sont individuels, tout comme la mort de cet homme, mais les luttes de ces hommes et leur mémoire, elles, sont collectives. Ce récit nous rappelle également que toutes les images et tous les poèmes (à l'image de celui d'Éluard, « un homme est mort », fond sonore du film) s'ils restent confinés entre les lustres des salons bourgeois, s'ils ne sont pas « digérés par le peuple » selon les mots du poète, ne sont que des mots contre des canons et des balles. Ce livre témoigne aussi du cinéma et de la bande dessinée comme d'une arme de notre classe, selon les mots d'un militant CGT : « d'une arme nouvelle qui peut avoir son importance dans notre combat. ».

L'ouvrage se conclut par un court dossier sur les événements de 1950, le déroulement de la grève, le témoignage d'un ouvrier ayant perdu sa jambe dans les affrontements du 17 avril au côté de Mazé. Il se conclut également par une lettre de René Vautier, et un remerciement en forme de recommandation, pour que cette BD, mais toutes les autres à venir, permettent « d'œuvrer [à] transmettre les souvenirs des luttes passées dont la connaissance est nécessaire pour faire fleurir et vaincre les luttes présentes et à venir... ».



Manon (Comité Poste 92 nord)

ABONNEZ-VOUS !
à **Tout est à nous !**

Retrait du projet sur les retraites
C'est MAINTENANT
et c'est POSSIBLE !

Retraite anticipée pour Sarkozy et Woerth !
CASSEROLE D'HONNEUR

QUELLE CASSEROLE ?

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville

Prénom Téléphone

STATUT : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE DE ALEA)
- Je VEUX DES INFORMATIONS SUR LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES (DU 28 JUILLET AU 4 AOÛT DANS L'ÉTAT ESPAGNOL)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA